

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement

ARRETE PREFECTORAL

Du 25 avril 2003

**fixant des prescriptions complémentaires à la Compagnie Rhénane de Raffinage
à REICHSTETT
au titre du livre V, titre 1^{er} du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 512.7,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre précité,
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 autorisant la Compagnie Rhénane de Raffinage à exploiter une raffinerie,
- VU** le rapport du 21 février 2003 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT que le déraillement de trois wagons contenant du MTBE dans l'enceinte de la raffinerie survenu le 14 février 2003, constitue un incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement précité et de provoquer des conséquences aux installations classées voisines et des établissements classés SEVESO,

CONSIDERANT que ce type d'incident ne fait pas l'objet dans le cadre de l'étude des dangers d'une analyse circonstanciée,

CONSIDERANT que ce type d'incident ne fait pas l'objet dans le POI de mesures particulières,

CONSIDERANT qu'il importe que toutes mesures soient prises par l'exploitant pour éviter le retour d'un tel événement,

CONSIDERANT par ailleurs la proximité de certaines voies ferrées internes à la CRR avec diverses canalisations véhiculant des produits dangereux,

CONSIDERANT également que certaines parties de ces voies ferrées sont voisines d'établissements manipulant des gaz de pétrole liquéfiés,

CONSIDERANT que la proximité avec des canalisations véhiculant des fluides dangereux et des établissements manipulant des gaz de pétrole liquéfiés sont de nature à donner naissance à des effets domino en situation accidentelle,

CONSIDERANT que cette situation n'a pas fait l'objet dans le cadre de l'étude des dangers de mesures particulières,

CONSIDERANT que cette situation est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement précité,

CONSIDERANT que dans ces conditions il apparaît nécessaire, conformément aux dispositions de l'article L 512.7 du Code de l'environnement, de prescrire à la Compagnie Rhénane de Raffinage d'apporter les compléments correspondants à son étude des dangers et de compléter son POI,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 4 avril 2003,

APRÈS communication à la Compagnie Rhénane de Raffinage du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

La Compagnie Rhénane de Raffinage ci-après désignée par : « l'exploitant », dont l'adresse est à Reichstett, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Article 2 – EVALUATION DES CIRCONSTANCES DE L'INCIDENT

L'exploitant transmettra les résultats de l'analyse des causes de l'incident dans un délai de 15 jours. Cette analyse évaluera également les conséquences potentielles qui auraient pu résulter d'une aggravation de la situation (fuite, inflammation du produit,...).et de l'environnement du lieu de l'incident.

L'exploitant présentera dans le même délai un plan d'action visant à éviter le renouvellement de ce type d'incident sur le réseau de voies ferrées de son établissement.

Article 3 – ETUDE DES DANGERS

L'exploitant complètera **dans un délai de trois mois** son étude des dangers par les éléments suivants :

Pour le type d'évènement rencontré le 14 février 2003 et ses possibilités d'aggravations potentielles, l'exploitant étudiera pour chaque produit entrant ou sortant de l'enceinte de la raffinerie, ou y circulant hors unité (postes fer) les risques et les éventuels effets domino sur les installations et équipements (canalisations,...) voisins et sur les établissements extérieurs identifiés,

L'exploitant étudiera les risques et les conséquences générés par les installations, équipements et établissements extérieurs précités sur le transport ferroviaire de ces produits entrant ou sortant dans l'enceinte de la raffinerie, y stationnant ou circulant hors unité (postes fer) :

L'exploitant proposera également les mesures de prévention techniques et organisationnelles ainsi que les mesures de protection appropriées pour y faire face (moyens internes mobilisables rapidement et externes).

Article 4 – PLAN D'OPERATION INTERNE (POI)

L'exploitant intégrera ce type d'incident et ses possibilités d'aggravations potentielles dans son POI tant en ce qui concerne les approvisionnements que les expéditions.

L'exploitant transmettra son POI complété dans un délai de **3 mois**.

Article 5 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie.

Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 6 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la Compagnie Rhénane de Raffinage

Article 7 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 9 – EXECUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
le Maire de Reichstett,
le Commandant du Groupement de Gendarmerie,
les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Compagnie Rhénane de Raffinage.

LE PRÉFET,

Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).